

Unité-Travail-Progrès

REPUBLIQUE DU CONGO



MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

CAISSE CONGOLAISE D'AMORTISSEMENT

RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

2024

Juillet 2025

Table des matières

Acronymes et abréviations ..... **iii**
Liste des tableaux ..... **iv**
Liste des graphiques ..... **iv**
Introduction générale **1**
I. Traits marquants du contexte économique mondial et national **2**
1.1. Environnement économique international **2**
1.1.1. Croissance mondiale 2
1.1.2. Inflation mondiale 2
1.2. Environnement économique national **3**
1.2.1. Croissance économique 3
1.2.2. Inflation 3
II. Faits marquants de la gestion de la dette **4**
III. Chiffres clés de la dette publique **4**
3.1. Dette publique totale **4**
3.2. Dette publique extérieure **5**
3.3. Dette publique intérieure **5**
IV. Situation du portefeuille de la dette publique **5**
4.1. Situation de la dette publique **5**
4.1.1. Situation de la dette extérieure 7
4.1.1.1 Structure de la dette extérieure par type de créanciers 8
4.1.1.2 Structure de la dette extérieure par devises 9
4.1.1.3 Structure de la dette extérieure par type de taux d'intérêt 9
4.1.1.4 Structure de la dette extérieure par type de prêt 10
4.1.2. Situation de la dette intérieure 11
4.2. Structure du service de la dette publique **12**
4.2.1. Service effectif de la dette publique 12
4.2.2. Remboursement de la dette extérieure 13
4.2.3. Remboursements de la dette intérieure 13
4.3. Décaissements **15**
VI. Nouveaux engagements au titre de l'année 2024 ..... **16**
VII. Soldes engagés non encore décaissés **16**
VIII. Analyse du portefeuille de la dette publique **17**
8.1. Coût du portefeuille de la dette publique **18**

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

8.1.1. Intérêts payés en pourcentage du PIB 18
8.1.2. Taux d'intérêt moyen pondéré (coût moyen pondéré) 19
8.2. Risques du portefeuille 19
8.2.1. Risque de refinancement 19
8.2.2. Risque de taux d'intérêt 19
8.2.3. Risque de taux de change 20
Annexes 21

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Acronymes et abréviations

AED	:	Dirham des Emirats Arabes Unies
ATR	:	Average Time to Refixing (Durée Moyenne de Refixation)
AVD	:	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BDEAC	:	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIRD	:	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BTA	:	Bons du Trésor Assimilables
CCA	:	Caisse Congolaise d'Amortissement
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNY	:	Yuan Chinois
DGE	:	Direction Générale de l'Economie
DTS	:	Droits de Tirages Spéciaux (SDR en anglais)
EUR	:	Euro
FEC	:	Facilité Elargie de Crédit
FMI	:	Fonds Monétaire International
IDA	:	International Development Association
KWD	:	Dinar Koweïtien
OTA	:	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	:	Produit Intérieur Brut
SAR	:	Riyal Saoudien
SEND'S	:	Soldes Engagés non Décaissés
USD	:	Dollar des Etats-Unis
XAF	:	Franc CFA

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Liste des tableaux

Tableau 1: Chiffres clés de la dette publique 4
Tableau 2: Chiffres clés de la dette publique extérieure 5
Tableau 3: Chiffres clés de la dette publique intérieure 5
Tableau 4: Evolution de la structure du service effectif de la dette publique de 2020 à 2024 12
Tableau 5: Evolution des paiements de la dette extérieure de 2020 à 2024 13
Tableau 6: Evolution des paiements de la dette intérieure de 2020 à 2024 14
Tableau 7: Evolution des décaissements en milliards de FCFA par type de créanciers de 2020 à 2024 15
Tableau 8: Point des nouveaux engagements au titre de la dette extérieure publique par devise en 2024 16
Tableau 9: Situation des SEND'S en milliards de FCFA au 31 décembre 2024 17
Tableau 10: Indicateurs de coût et risque 18
Tableau 11: Evolution de la structure du stock de la dette publique de 2020 à 2024 21
Tableau 12: Situation de la dette publique du Congo au 31 décembre 2024 22

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du stock de la dette publique en milliards de FCFA de 2020 à 2024 6
Graphique 2: Evolution de la structure du stock de la dette publique de 2020 à 2024 6
Graphique 3: Evolution du taux d'endettement public de 2020 à 2024 7
Graphique 4: Evolution de la répartition du stock de la dette publique de 2020 à 2024 7
Graphique 5: Evolution de la répartition du stock de la dette extérieure de 2020 à 2024 8
Graphique 6: Répartition du stock de la dette extérieure par groupes de créanciers 8
Graphique 7: Stock de la dette extérieure par devise à fin décembre 2024 9
Graphique 8: Stock de la dette extérieure par type de taux d'intérêt à fin décembre 2024 10
Graphique 9: Stock de la dette extérieure par type de prêt à fin décembre 2024 10
Graphique 10: Evolution de la structure du stock de la dette intérieure de 2020 à 2024 11
Graphique 11: Evolution de la répartition du stock de la dette intérieure de 2020 à 2024 11
Graphique 12: Répartition des décaissements en milliards de FCFA de la dette extérieure à fin décembre 2024 16

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Introduction générale

L'année 2024 a marqué un tournant majeur dans le dispositif national de gestion de la dette publique, avec l'adoption du *décret n° 2024-213 du 27 mai 2024*, portant approbation des statuts de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA). Cette réforme vise à renforcer la place de la CCA comme pilier central du dispositif national de gestion de la dette publique. Ceci, conformément aux standards internationaux en matière de gouvernance financière. Ce décret a permis de consolider les bases institutionnelles de l'action de la CCA, en lui conférant un mandat élargi et une autonomie accrue dans l'exercice de ses missions.

Établissement public à caractère administratif, la CCA est chargée de la mobilisation des financements à moyen et long terme, du suivi du service de la dette, de la centralisation et du contrôle des emprunts publics, ainsi que de l'évaluation des risques associés au portefeuille de la dette. Elle est également chargée de proposer au Gouvernement une politique et une stratégie d'endettement public dont l'objectif, à terme, est de réduire les vulnérabilités du portefeuille de la dette publique et d'assurer sa soutenabilité et sa viabilité. Dans cette optique, la CCA produit régulièrement les rapports et les statistiques nécessaires à l'analyse de la soutenabilité de la dette, afin d'éclairer les orientations de la politique budgétaire et financière.

Le présent rapport annuel dresse un état détaillé de la dette publique de la République du Congo au 31 décembre 2024. Il présente les principales évolutions de l'encours et les opérations réalisées au cours de l'exercice sous revue.

Ce rapport s'adresse aux acteurs impliqués dans la formulation de la politique d'endettement et la gestion de la dette publique, aux responsables de la coordination macroéconomique, budgétaire et monétaire, aux partenaires techniques et financiers, ainsi qu'au grand public. Il participe à l'effort de transparence et de redevabilité engagé par le Gouvernement et constitue un document de référence pour l'analyse, le suivi et la prise de décision en matière de gestion de la dette.

© Caisse Congolaise d'Amortissement

I. Traits marquants du contexte économique mondial et national[1]

1.1. Environnement économique international

1.1.1. Croissance mondiale

L'année 2024 a été marquée par le ralentissement de la croissance économique mondiale, s'établissant à 3,2% contre 3,3% en 2023. Cette décélération s'explique principalement par une contraction de la production dans certaines économies avancées, notamment aux Etats-Unis, ainsi que dans les économies émergentes et en développement, en particulier celles d'Asie centrale.

Dans les économies avancées, on a observé une légère reprise de la croissance, atteignant 1,8% en 2024 contre 1,7% en 2023. Ce rebond est principalement imputable à la résilience des économies de la zone euro dont le taux de croissance du PIB a atteint 0,8% en 2024, contre 0,4% en 2023, soutenu par une augmentation des exportations, en particulier de biens. Aux États-Unis, en revanche, le taux de progression du produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré un repli de 0,1 point, pour ressortir à 2,8% en 2024.

Concernant les économies émergentes et en développement, elles ont connu un ralentissement de leurs activités économiques en 2024, avec un taux de croissance de 4,2% contre 4,4% en 2023. Cette régression est attribuable à des perturbations de la production, des conflits, des troubles sociaux et des phénomènes météorologiques extrêmes. En Chine, la croissance a été de 4,8% en 2024, contre 5,2% en 2023, dans un contexte de crise du secteur immobilier et de faible confiance des consommateurs. En Inde, la croissance s'est établie à 7,0% en 2024, contre 8,2% en 2023. Par contre, au Brésil, cependant, la croissance a atteint 3,0% en 2024, contre 2,9% en 2023, grâce à une augmentation de la consommation et de l'investissement privés.

En Afrique subsaharienne, la croissance est restée stable à 3,6% en 2024, reflétant le ralentissement de la croissance dans les pays riches en ressources naturelles, les faiblesses structurelles du climat des affaires et de la gouvernance, les conflits et l'insécurité, l'impact de la sécheresse sur l'agriculture et la production d'énergie hydroélectrique, les pénuries d'électricité généralisées et le resserrement monétaire. Dans ce contexte, la croissance est restée inchangée à 2,9% au Nigéria et elle a atteint 1,1% contre 0,7% en 2023, en Afrique du Sud.

Dans la zone CEMAC, le PIB réel a progressé de 3,7% en 2024, contre 2,3% en 2023, grâce à la mise en œuvre réussie de programmes économiques, notamment la Facilité élargie de crédit du FMI et les réformes économiques et financières dans certains États membres.

1.1.2. Inflation mondiale

L'année 2024 a été caractérisée par une atténuation des déséquilibres conjoncturels, favorisant ainsi une meilleure adéquation entre l'activité économique et la production potentielle au sein des principales économies mondiales. Cette dynamique a contribué à une convergence des taux d'inflation à l'échelle internationale et à une désinflation globale. En effet, l'inflation mondiale a connu une décrue, revenant de 6,7% en 2023 à 5,8%.

Dans les économies avancées, les pressions inflationnistes ont été maîtrisées en 2024, avec une baisse de l'inflation à 2,6%, contre 4,6% en 2023. Aux États-Unis, la désinflation s'est poursuivie, le taux d'inflation est revenu de 4,1% en 2023 à 3,0% en 2024. De même, la zone euro a enregistré une décélération de l'inflation, qui s'est établie à 2,4% en 2024, contre 5,6% en 2023.

[1] Toutes les statistiques présentées sur cette partie proviennent de la Direction Générale de l'Economie (DGE)

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

Les économies émergentes et en développement ont également connu une régression de l'inflation, qui s'est fixée à 7,9% en 2024, contre 8,1% en 2023. Cette tendance s'explique en partie par les mesures de resserrement monétaire précoces et les politiques de contrôle des prix mises en œuvre dans de nombreux pays. Cependant, des disparités subsistent. En Chine, l'indice des prix à la consommation a légèrement augmenté, passant de 0,2% en 2023 à 0,4% en 2024. En Inde, l'inflation a ralenti, s'établissant à 4,4% en 2024, contre 5,4% en 2023.

En Afrique subsaharienne, les tensions inflationnistes se sont intensifiées, principalement en raison de la hausse des coûts d'importation des produits de base, exacerbée par les conflits en Ukraine et au Proche-Orient. L'inflation régionale est ainsi passée de 17,6% en 2023 à 18,1% en 2024. Le Nigeria a enregistré une accélération significative de l'inflation, qui a atteint 32,5% en 2024, contre 24,7% en 2023. En revanche, l'Afrique du Sud a connu une désinflation, avec un taux d'inflation de 4,7% en 2024, contre 5,9% en 2023.

Dans la zone CEMAC, le taux d'inflation s'est établi à 4,0% en 2024, en baisse par rapport à 5,4% enregistré en 2023.

1.2. Environnement économique national

1.2.1. Croissance économique

La croissance économique nationale s'est contractée en 2024, pour s'établir à 1,8% contre 2,1% une année plus tôt. Ce repli est attribuable à la mauvaise tenue du secteur pétrolier dont l'activité a enregistré une baisse de 1,7%, nonobstant une croissance de 3,4% du secteur hors pétrole.

Le dynamisme du secteur non pétrolier s'explique par la vigueur de la production dans le secteur primaire, notamment l'agriculture et l'exploitation forestière, ainsi que dans le secteur secondaire, en particulier les industries agroalimentaires, cimentières, de production et distribution d'électricité et d'eau. Le secteur tertiaire a également contribué positivement, grâce à la reprise des activités commerciales, hôtelières, bancaires et de télécommunications.

En revanche, le repli de l'activité dans le secteur pétrolier résulte du report des investissements sur certains champs pétroliers, en raison des difficultés techniques liées à la technologie, rencontrées par un des majors du secteur et de la baisse des cours du baril de pétrole.

Du côté de la demande, le ralentissement de la croissance économique est en rapport avec le repli de l'investissement (-2,5%), la mauvaise tenue de la demande extérieure (-1,2%), et ce, malgré la reprise de la consommation.

1.2.2. Inflation

Dans un contexte de crise alimentaire mondiale, exacerbée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées au conflit russo-ukrainien, le gouvernement a mis en œuvre un plan de résilience pour atténuer la flambée des prix des produits alimentaires. Grâce à ces mesures, les tensions inflationnistes, qui avaient culminé à 4,3% en 2023, ont été maîtrisées et ramenées à 3,1% en 2024.

© Caisse Congolaise d'Amortissement

II. Faits marquants de la gestion de la dette

L'année 2024 a été marquée par une réforme majeure du dispositif national de gestion de la dette publique, avec la promulgation de la loi n°2-2024 du 8 février 2024 portant création de la caisse congolaise d'amortissement, ainsi que son décret d'application n°2024-213 du 27 mai 2024, portant approbation des statuts. Cette réforme a permis la structuration de l'institution autour des trois (03) fonctions clés de gestion de la dette :

- ✓ Front office : négociation et renégociation des termes de financements ;
- ✓ Middle Office : stratégie d'endettement, analyse des risques et reporting ;
- ✓ Back Office : suivi des engagements et comptabilité de la dette.

Ce nouvel organigramme, conforme aux meilleures pratiques internationales, vise à renforcer la gouvernance, la transparence et l'efficacité de la gestion de la dette. Il a été salué par les partenaires internationaux comme une avancée significative vers une gestion plus rigoureuse et soutenable de la dette publique.

Le 11 juillet 2024 a marqué également une étape importante dans l'engagement financier du Fonds Monétaire International (FMI) envers la République du Congo. Suite à la conclusion favorable de la cinquième revue de l'accord conclu au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), un décaissement additionnel de 32,4 millions de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) a été effectué.

Cette allocation de ressources, représentant approximativement 43 millions de dollars américains, témoigne de la reconnaissance par le Fonds des progrès réalisés par les autorités congolaises dans la mise en œuvre des politiques économiques et des réformes structurelles convenues dans le cadre du programme appuyé par la FEC.

III. Chiffres clés de la dette publique

3.1. Dette publique totale

Tableau 1: Chiffres clés de la dette publique

		2023	2024
Dette publique	Encours (Md FCFA)	8516,36	8 535,77
	% du PIB	97,37%	92,31%
Dette publique extérieure	Encours (Md FCFA)	3479,77	3 356,57
	% du PIB	39,78%	36,30%
	Part en % de l'encours	40,86%	39,32%
Dette publique intérieure	Encours (Md FCFA)	5036,59	5 179,21
	% du PIB	57,58%	56,01%
	Part en % de l'encours	59,14%	60,68%

Source : CCA

3.2. Dette publique extérieure

Tableau 2: Chiffres clés de la dette publique extérieure

		2023	2024
Coût et risque	Coût apparent	3,66%	3,59%
	Dure de vie Moyenne (années)	7 ans	8 ans
	Part de la dette à taux variables	27,84%	28,63%
Structure par bailleurs	Bilatéraux	45,86%	45,55%
	Multilatéraux	27,14%	32,15%
	Commerciaux	27,00%	22,30%
Structure en devises	$US	55,67%	25,08%
	FCFA & EUR	27,25%	30,77%
	Autres	17,07%	44,15%

Source : CCA

3.3. Dette publique intérieure

Tableau 3: Chiffres clés de la dette publique intérieure

		2023	2024
Coût et risque	Coût apparent	4,66%	5,84%
	Dure de vie Moyenne (années)	4 ans	5,4 ans
	Part de la dette intérieure à taux fixe	100%	100%
Titres publics : structure par instruments	BTA	15,33%	23,12%
	OTA	79,92%	74,08%
	Emprunt obligataire	4,75%	2,80%
Reste à payer du budget de l'Etat	Social	44,98%	44,83%
	Commercial	55,02%	55,17%

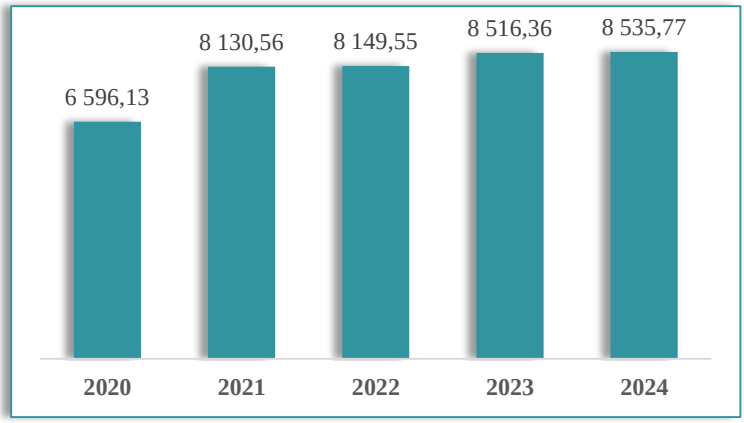
Source : CCA

IV. Situation du portefeuille de la dette publique

4.1. Situation de la dette publique

L'examen du stock de la dette publique sur la période 2020-2024 met en évidence une dynamique haussière soutenue de l'endettement. Le stock de la dette publique, qui s'élevait à 6 596,13 milliards de FCFA en 2020, a enregistré une progression considérable pour atteindre 8 130,56 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse en glissement annuel de 23,26%. Cette tendance s'est poursuivie, bien que de manière plus modérée, avec un stock de la dette publique atteignant 8 535,77 milliards de FCFA en 2024, traduisant une augmentation de 29,41% sur l'ensemble de la période. Cette évolution reflète une accumulation soutenue de passifs publics, en lien avec les besoins accrus de financement budgétaire et les réponses aux chocs exogènes.

Graphique 1: Evolution du stock de la dette publique en milliards de FCFA de 2020 à 2024

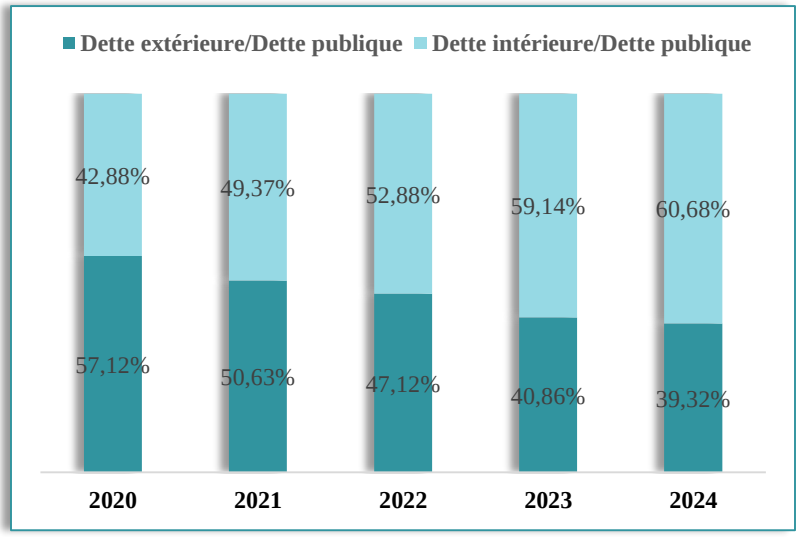


Source : CCA

L'évolution de la structure de la dette de 2020 à 2024 met en exergue une diminution progressive de la part de la dette extérieure au profit de celle de la dette intérieure dans le portefeuille de la dette publique. En effet, la part de la dette extérieure dans le stock de la dette publique est revenue de 57,12 à 39,32% entre 2020 et 2024, perdant ainsi 17,79 points. A contrario, la part de la dette intérieure, quant à elle, est passée de 42,88% à 60,68% dans la même période.

Cette dynamique peut s'expliquer par un pivotement de la stratégie d'endettement vers le marché des titres de la CEMAC, afin de réduire l'endettement extérieur qui expose le portefeuille de la dette aux risques de taux d'intérêt et de taux de change.

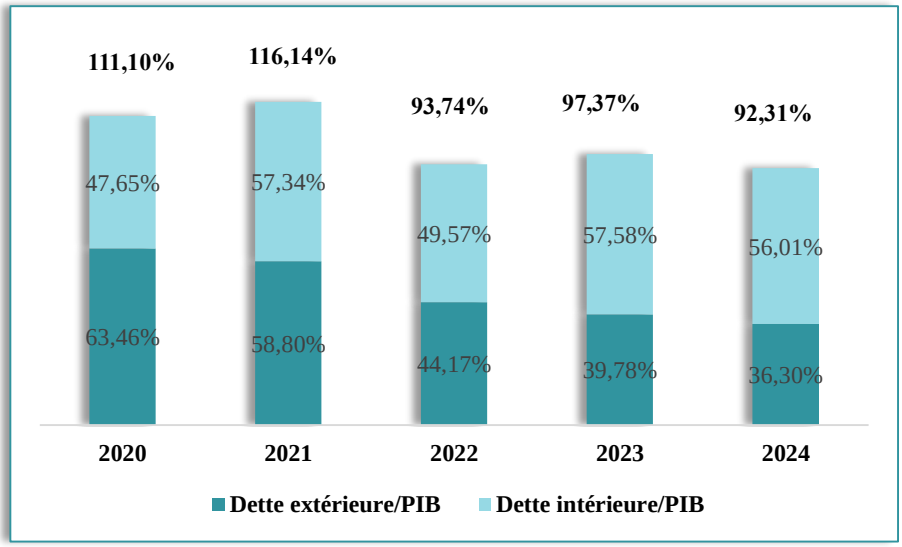
Graphique 2: Evolution de la structure du stock de la dette publique de 2020 à 2024



Source : CCA

L'évolution du taux d'endettement public sur la période 2020-2024 révèle une tendance baissière, bien qu'il demeure au-dessus de la norme communautaire de 70%. Après avoir dépassé les 100% du PIB en 2020 et 2021, le taux d'endettement est revenu à 97,37% en 2023, puis à 92,31% en 2024, soit une baisse de 5,20 points en un an et de 16,92 points sur quatre ans. Cette baisse s'explique par l'évolution erratique du PIB, combiné à l'apurement progressif des arriérés de paiement, ainsi qu'au règlement des échéances arrivées à maturité sur la période sous-revue.

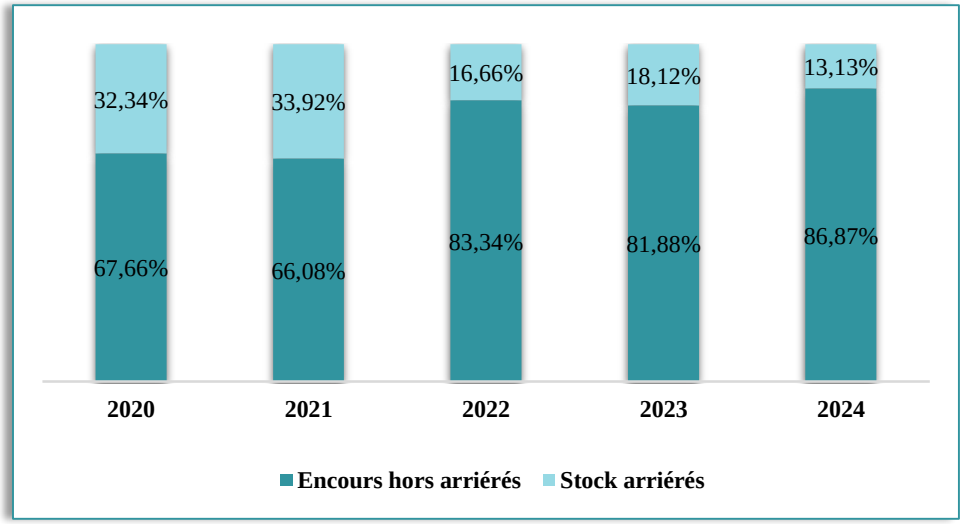
Graphique 3: Evolution du taux d'endettement public de 2020 à 2024



Source : CCA, DGE

La répartition du stock de la dette publique de 2020 à 2024 fait ressortir une baisse de la part des arriérés de la dette publique au profit de l'encours hors arriérés. En effet, la part des arriérés dans la dette publique a baissé de 32,34 à 13,13% au cours de la période sous revue, perdant ainsi 19,21 points au profit de la part de l'encours hors arriérés qui, quant à elle, est passée de 67,66 à 86,87% dans la même période. Cette baisse des arriérés s'explique par un effort consenti par le gouvernement pour rembourser les échéances de dette due.

Graphique 4: Evolution de la répartition du stock de la dette publique de 2020 à 2024

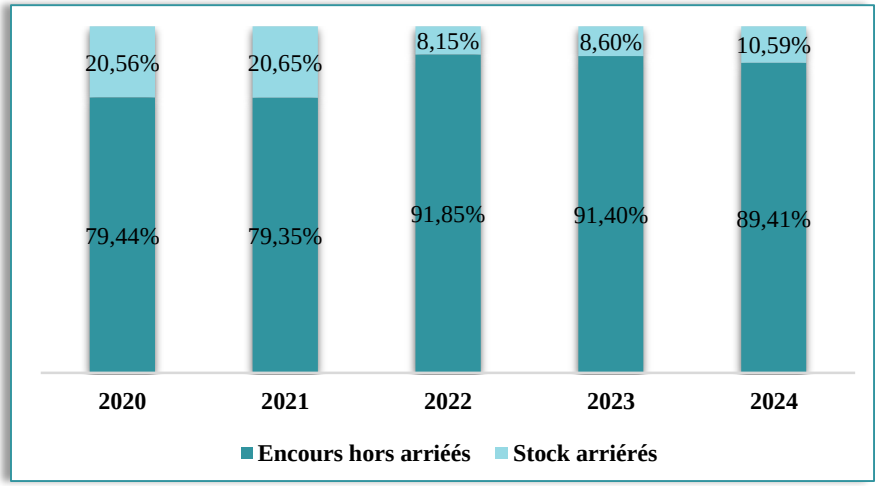


Source : CCA

4.1.1. Situation de la dette extérieure

L'examen de la configuration du stock de la dette extérieure entre 2020 et 2024 montre une amélioration progressive de la qualité du portefeuille. En particulier, la part des arriérés extérieurs a baissé de 20,56 % à 10,59 %, au profit des engagements hors arriérés qui représentent désormais 89,41 % du total. Cette évolution reflète les progrès réalisés dans la régularisation des engagements extérieurs.

Graphique 5: Evolution de la répartition du stock de la dette extérieure de 2020 à 2024



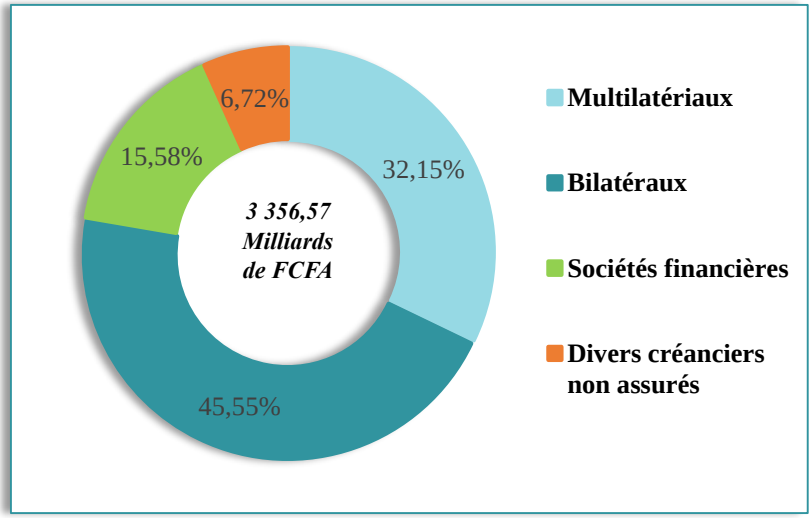
Source : CCA

4.1.1.1 Structure de la dette extérieure par type de créanciers

Le stock de la dette extérieure à fin 2024, qui s'élève à 3 356,57 milliards de FCFA, se décompose comme suit, par types de créanciers :

- la dette bilatérale représente la part prépondérante, en s'établissant à 45,55%. Au sein de cette catégorie, la Chine et les créanciers du Club de Paris constituent les principaux contributeurs, avec respectivement 65,21% et 18,92% ;
- la dette multilatérale constitue la deuxième composante majeure, représentant 32,15%. Cette catégorie inclut les institutions financières internationales telles que le FMI, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), l'Association Internationale de Développement (IDA), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) ;
- les sociétés financières et les divers créanciers non assurés, constituant les créanciers commerciaux, représentent respectivement 15,58% et 6,72%.

Graphique 6: Répartition du stock de la dette extérieure par groupes de créanciers



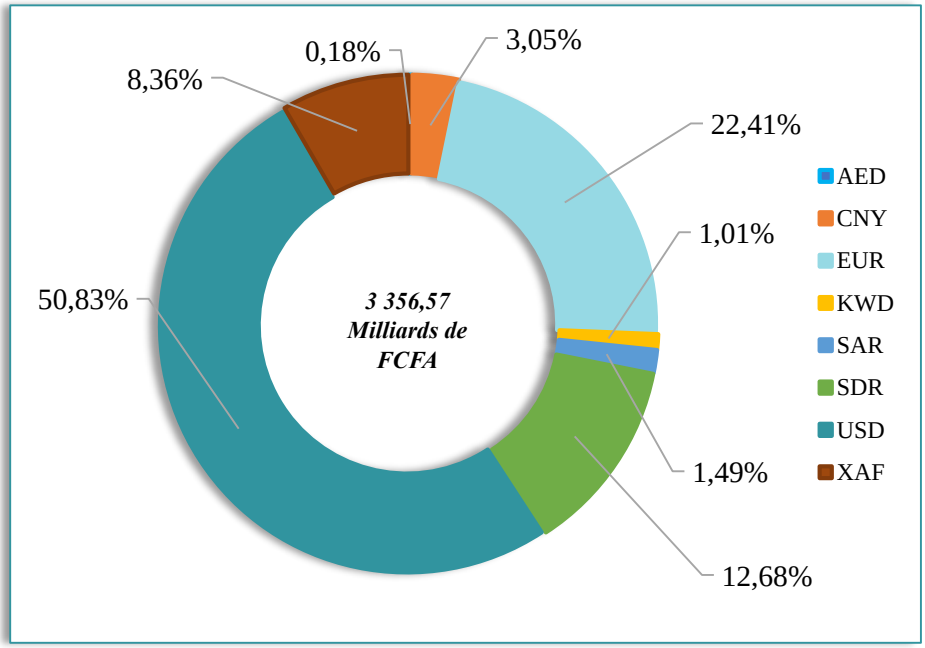
Source : CCA

4.1.1.2 Structure de la dette extérieure par devises

L'analyse du portefeuille de la dette extérieure au 31 décembre 2024 met en évidence la prédominance du Dollar américain, de l'Euro et du SDR. Avec 50,83%, le Dollar américain (USD) représente la part la plus importante de la dette extérieure. L'Euro arrive en deuxième position avec 22,41%, suivi de loin par le SDR, qui constitue également une part non négligeable de la dette extérieure, avec 12,68%. Les autres devises, à savoir l'AED, le KWD, le SAR, le CNY et le XAF, représentent des volumes relativement faibles, avec des parts dans la dette comprise entre 0,18% et 8,36%.

Toutefois, la structure de la dette extérieure de la République du Congo à fin décembre 2024 révèle une exposition considérable au risque de taux de change. En effet, 69,23% du stock de la dette extérieure libellée en devises étrangères, est sujette aux fluctuations des taux de change. Seulement une proportion de 30,77% du stock de la dette extérieure (dont 22,41% en Euro et 8,36% en XAF) n'est pas exposée à ce risque.

Graphique 7: Stock de la dette extérieure par devise à fin décembre 2024



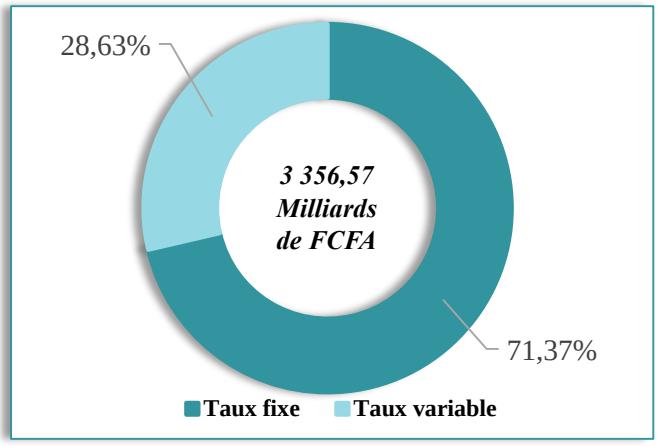
Source : CCA

4.1.1.3 Structure de la dette extérieure par type de taux d'intérêt

Plus de la moitié de la dette extérieure de la République du Congo, soit 71,37%, est contractée à un taux d'intérêt fixe. Cela signifie que la charge d'intérêt sur cette portion de la dette est prédéterminée et ne fluctuera pas en fonction des changements des taux d'intérêts sur le marché.

En revanche, une part non négligeable de la dette extérieure (28,63%) est à taux d'intérêt variables. Pour cette portion, les paiements d'intérêts évolueront en fonction des fluctuations des taux de référence (comme le SOFR, l'EURIBOR, etc.) auxquels ces prêts sont indexés.

Graphique 8: Stock de la dette extérieure par type de taux d'intérêt à fin décembre 2024



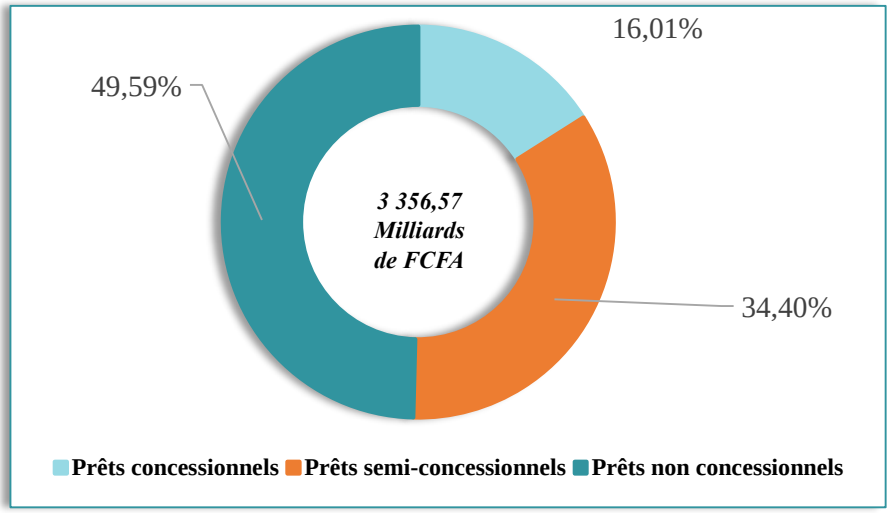
Source : CCA

4.1.1.4 Structure de la dette extérieure par type de prêt

Le graphique ci-après représente l'architecture de la dette extérieure congolaise, dans laquelle le niveau des prêts non concessionnels[2] (représentant 49,59% de la dette extérieure, soit une part substantielle) côtoie de manière significative celui des prêts semi-concessionnels[3] (34,40%). Ensemble, ces deux catégories constituent la majeure partie de la dette extérieure (83,99%), traduisant une dépendance notable à des financements dont les termes impliquent des coûts financiers moins favorables que les prêts concessionnels.

Le volume des prêts concessionnels[4], avec une part de 16,01%, bien que non négligeable, apparaît minoritaire dans le portefeuille de dette publique extérieure. Ces financements, caractérisés par des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché et des périodes de remboursement plus longues, représentent un coussin de soutenabilité budgétaire plus confortable. Leur poids relativement faible dans le stock total de la dette extérieure pourrait indiquer un accès limité à ce type de financement ou des choix stratégiques d'emprunt.

Graphique 9: Stock de la dette extérieure par type de prêt à fin décembre 2024



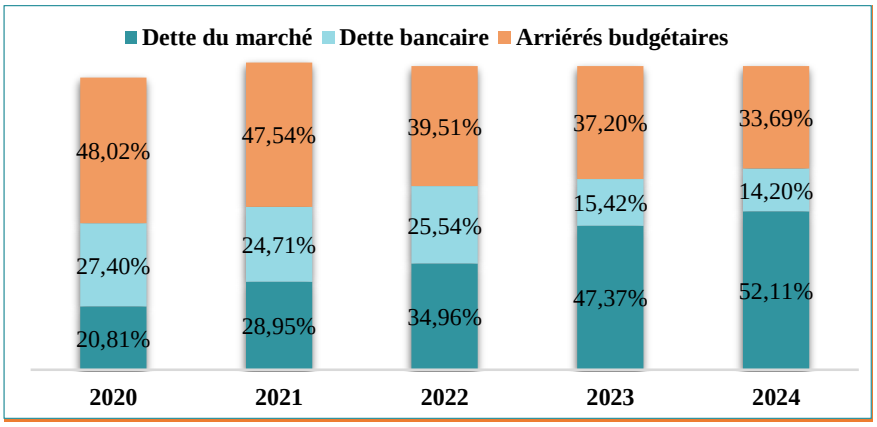
Source : CCA

[2] Elément don ne dépasse pas 24%.
[3] Elément don varie entre 25% et 34%.
[4] Elément don supérieur ou égal à 35%.

4.1.2. Situation de la dette intérieure

La dynamique de la structure du stock de la dette intérieure de 2020 à 2024 met en exergue une hausse de la part de la dette du marché, résultant de la stratégie d'endettement basé sur la levée des fonds sur le marché des titres, afin de réduire l'exposition du portefeuille de la dette aux risques de taux d'intérêt et du taux de change. En effet, en 2020 les arriérés budgétaires représentaient la majeure partie (48,02%) du stock de la dette intérieure, suivis par la dette bancaire et la dette du marché, avec 27,40% et 20,81% respectivement. La part de la dette du marché a progressivement évolué au détriment de celles des arriérés budgétaires et de la dette bancaire[5], en se situant à 52,11% du stock de la dette intérieure à fin 2024 contre 33,69% et 14,20% pour les arriérés budgétaires et la dette bancaire, respectivement.

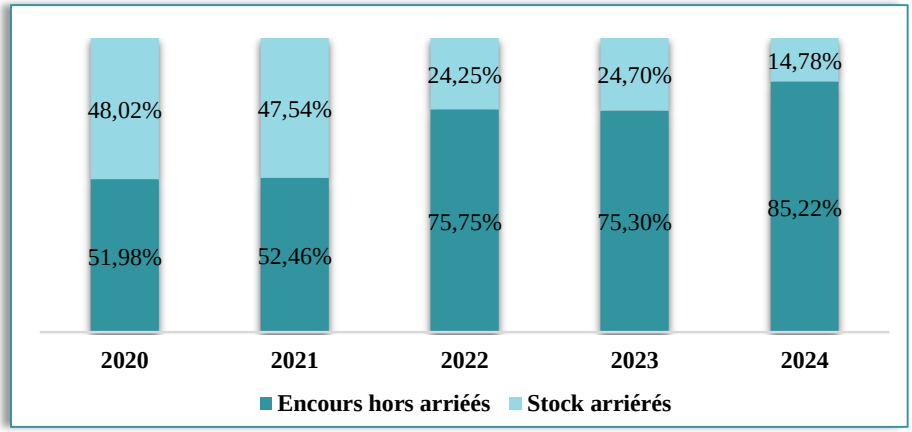
Graphique 10: Evolution de la structure du stock de la dette intérieure de 2020 à 2024



Source: CCA

L'analyse de l'évolution de la répartition du stock de la dette intérieure sur la période 2020-2024 met en évidence une baisse progressive des arriérés de dette intérieure au profit de l'encours de la dette intérieure hors arriérés. En effet, la part du stock des arriérés de la dette intérieure a chuté de 48,02% à 14,78% au cours de la période de référence, perdant ainsi 33,24 points. La part de l'encours hors arriérés est, quant à elle, passée de 51,98% à 85,22% sur la même période. Cette évolution s'explique par les efforts consentis par le gouvernement dans l'apurement progressif des arriérés budgétaires.

Graphique 11: Evolution de la répartition du stock de la dette intérieure de 2020 à 2024



Source : CCA

[5] La dette bancaire comprend la BEAC, les allocations des avoirs en DTS et le Club de Brazzaville.

© Caisse Congolaise d'Amortissement

4.2. Structure du service de la dette publique

4.2.1. Service effectif de la dette publique

Entre 2020 et 2024, le service effectif de la dette publique a connu une hausse significative, passant de 665,78 milliards de FCFA à 2 128,96 milliards de FCFA, soit une forte hausse de 224,6%. En glissement annuel, ce service a enregistré une augmentation de 24,89%, en s'établissant à 1 704,61 milliards de FCFA en 2023. Ce service se compose de 1 805,97 milliards de FCFA, au titre du principal (84,83%) et, de 322,99 milliards de FCFA, au titre des intérêts (15,17%).

Le service de la dette extérieure s'établit à 715,53 milliards de FCFA, en légère baisse de 2,18% par rapport à 2023 (731,50 milliards de FCFA). Il est cependant en hausse de 27,03% par rapport à 2020 (516,29 milliards de FCFA). Ce montant se répartit en 584,48 milliards de FCFA, de principal (81,69%) et de 131,05 milliards de FCFA, d'intérêts (18,31 %).

Par catégorie de créanciers, le service de la dette extérieure se décompose comme suit : 408,14 milliards de FCFA pour les sociétés financières (57,04%), 250,05 milliards de FCFA pour les créanciers bilatéraux (34,95%) et 57,34 milliards de FCFA pour les créanciers multilatéraux (8,01%).

Tableau 4: Evolution de la structure du service effectif de la dette publique de 2020 à 2024

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024
Dette extérieure	**563,29**	**640,21**	**999,63**	**731,50**	**715,53**
Principal	479,41	556,72	883,76	606,73	584,48
Intérêt	83,89	83,48	115,87	124,77	131,05
Multilatéraux	**13,51**	**21,40**	**25,22**	**42,27**	**57,34**
Principal	9,39	14,37	17,57	24,50	27,69
Intérêt	4,12	7,03	7,65	17,77	29,65
Bilatéraux	**230,51**	**204,10**	**199,59**	**217,69**	**250,05**
Principal	200,10	175,89	166,43	182,83	180,56
Intérêt	30,41	28,21	33,17	34,85	69,49
Sociétés financières	**319,27**	**349,15**	**601,39**	**471,55**	**408,14**
Principal	269,91	300,91	526,34	399,40	376,24
Intérêt	49,35	48,24	75,05	72,15	31,90
Autres non résidents	**0,00**	**65,55**	**173,43**	**0,00**	**0,00**
Principal	0,00	65,55	173,43	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette intérieure	**102,49**	**412,45**	**763,28**	**973,11**	**1 413,43**
Principal	84,80	363,37	648,43	825,85	1 221,49
Intérêt	17,69	49,07	114,85	147,26	191,95
Dette totale	**665,78**	**1 052,65**	**1 762,91**	**1 704,61**	**2 128,96**
Principal	564,20	920,10	1 532,19	1 432,58	1 805,97
Intérêt	101,58	132,55	230,72	272,03	322,99

Source : CCA

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Le service de la dette intérieure s'élève à 1 413,43 milliards de FCFA, représentant 66,39% du total. Comparé à 2023 (973,11 milliards de FCFA), il a enregistré une progression de 45,28%. Ce montant comprend 1 221,49 milliards de FCFA, de principal (86,42%) et 191,95 milliards de FCFA, d'intérêts (13,58 %).

4.2.2. Remboursement de la dette extérieure

Il ressort de l'analyse de l'évolution des paiements de la dette extérieure de 2020 à 2024, que les paiements effectués au titre de l'année 2024 ; s'élève à 627,06 milliards de FCFA, en baisse de 12,14% par rapport à leur niveau de 2023. Ils ont quasiment doublé par rapport à leur niveau de 2020 (318,69 milliards de FCFA).

Les paiements effectués en 2024 sont répartis de 506,40 milliards de FCFA (80,76%), pour le remboursement du principal et de 120,67 milliards de FCFA (19,24%), pour le paiement des intérêts. Ils ont concerné les sociétés financières, avec 361,20 milliards de FCFA (57,60%), les créanciers bilatéraux, avec 215,82 milliards de FCFA (34,42%) et les créanciers multilatéraux, avec 50,05 milliards de FCFA (7,98%).

Tableau 5: Evolution des paiements de la dette extérieure de 2020 à 2024

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024
Multilatéraux	**13,33**	**21,42**	**26,85**	**41,90**	**50,05**
Principal	9,29	14,43	18,99	24,21	23,64
Intérêt	4,03	6,99	7,86	17,69	26,40
Bilatéraux	**197,84**	**101,23**	**185,76**	**210,45**	**215,82**
Principal	174,35	96,12	153,18	176,00	149,04
Intérêt	23,50	5,11	32,58	34,45	66,78
Sociétés financières	**107,52**	**287,26**	**547,62**	**461,36**	**361,20**
Principal	85,58	237,02	480,78	388,13	333,71
Intérêt	21,94	50,24	66,84	73,23	27,48
Divers créanciers non assurés	**0,00**	**65,55**	**176,09**	**0,00**	**0,00**
Principal	0,00	65,55	176,09	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des remboursements	**318,69**	**475,46**	**936,32**	**713,71**	**627,06**
Principal	269,22	413,11	829,04	588,34	506,40
Intérêt	49,47	62,35	107,27	125,37	120,67

Source: CCA

4.2.3. Remboursements de la dette intérieure

L'analyse des paiements de la dette intérieure entre 2020 et 2024 indique une augmentation importante, passant de 305,52 à 1 522,52 milliards de FCFA. Ils ont augmenté de 34,92% en glissement annuel. Ces paiements se répartissent majoritairement en remboursements du principal (86,83%) et une part plus faible en paiements d'intérêts (13,17%). La dette du marché représente la part la plus importante des remboursements (88,33%), suivie de la dette bancaire (5,86%) et de la dette non conventionnée ou les arriérés budgétaires (5,81%).

Les remboursements au titre de la dette du marché ont connu une progression notable sur la période. Partant de 91,05 milliards de FCFA en 2020, ils ont crû de manière continue pour atteindre 1 344,90 milliards de FCFA en 2024. Cette somme se ventile principalement en remboursements du principal (87,07%) et en paiements d'intérêts (12,93%). La structure des remboursements de la dette du marché en 2024 révèle une prédominance des bons du trésor assimilables (BTA), avec 62,73%, suivis des obligations du trésor assimilables (OTA), à 33,93% et des emprunts obligataires, à 3,33%.

Concernant les autres composantes, les remboursements de la dette bancaire ont fortement augmenté en passant de 23,26 à 89,17 milliards de FCFA de 2023 à 2024. En 2024, ils se composent majoritairement de remboursements du principal (70,18%) et de paiements d'intérêts (29,82%), avec une concentration des paiements vers la BGFI Bank. Enfin, les remboursements des arriérés budgétaires ont connu une hausse entre 2020 et 2022, avant de baisser à partir de 2023, pour se situer à 88,45 milliards de FCFA en 2024. Ce montant est réparti en dette sociale (76,69%) et en arriérés commerciaux (23,31%).

Tableau 6: Evolution des paiements de la dette intérieure de 2020 à 2024

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024
Dette du marché	**91,05**	**393,55**	**647,02**	**922,24**	**1 344,90**
Principal	84,80	359,89	580,65	795,46	1 170,95
Intérêt	6,25	33,66	66,37	126,78	173,95
Emprunts Obligataires	91,05	12,09	7,08	7,08	44,82
Principal	84,80	11,36	0,00	0,00	37,74
Intérêt	6,25	0,74	7,08	7,08	7,08
OTA	0,00	147,43	230,16	335,99	456,38
Principal	0,00	114,51	184,25	237,32	334,50
Intérêt	0,00	32,93	45,91	98,67	121,88
BTA	0,00	234,03	409,78	579,17	843,70
Principal	0,00	234,03	396,40	558,14	798,71
Intérêt	0,00	0,00	13,38	21,03	44,99
Dette bancaire	**11,44**	**18,89**	**90,70**	**23,26**	**89,17**
Principal	0,00	3,49	42,22	2,79	62,58
Intérêt	11,44	15,41	48,48	20,47	26,59
BEAC	11,44	11,44	16,47	16,47	16,47
Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêt	11,44	11,44	16,47	16,47	16,47
Club de Brazzaville	0,00	3,55	21,43	1,80	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêt	0,00	3,55	21,43	1,80	0,00
BGFI Bank	0,00	0,20	39,38	4,99	72,70
Principal	0,00	0,00	35,00	2,79	62,58
Intérêt	0,00	0,20	4,38	2,20	10,12
Banque postale	0,00	3,70	7,41	0,00	0,00
Principal	0,00	3,49	7,22	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,22	0,19	0,00	0,00
Dette CNSS	0,00	0,00	6,02	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,00	6,02	0,00	0,00
Dette non conventionnée	**203,04**	**314,03**	**435,19**	**182,96**	**88,45**
Principal	203,04	314,03	435,19	182,96	88,45
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette commerciale	186,74	312,51	109,66	74,73	20,61
Principal	186,74	312,51	109,66	74,73	20,61
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette sociale	16,30	1,51	300,90	108,23	67,84
Principal	16,30	1,51	300,90	108,23	67,84
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	0,00	24,63	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	24,63	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dette intérieure	**305,52**	**726,47**	**1172,91**	**1128,46**	**1 522,52**
Principal	287,83	677,40	1058,06	981,21	1 321,98
Intérêt	17,69	49,07	114,85	147,25	200,54

Source: CCA

© Caisse Congolaise d'Amortissement

4.3. Décaissements

L'évolution des décaissements sur la période 2020-2024 montre une tendance générale à la hausse. En effet, les décaissements s'établissent à 1 307,27 milliards de FCFA à fin 2024, marquant une légère hausse de 1,66% par rapport à leur niveau de 2023 (1 285,92 milliards de FCFA). Ces décaissements affichent une hausse significative (86,64%) comparativement à leur niveau de 2020. La structure des décaissements à fin 2024 se compose de 1 154,35 milliards de FCFA (88,30%), au titre de la dette intérieure et de 152,92 milliards de FCFA (11,70%), pour la dette extérieure.

A fin 2024, les tirages extérieurs se sont établis à 152,92 milliards de FCFA. Ce montant est ventilé de la manière ci-dessous :

- Appuis budgétaires : 80,64 milliards de FCFA (soit 52,73% du total), dont :
  - ✓ 69,16 milliards de FCFA provenant des créanciers multilatéraux ;
  - ✓ 11,48 milliards de FCFA provenant des créanciers bilatéraux.
- Prêts projets : 72,28 milliards de FCFA (soit 47,27% du total), dont :
  - ✓ 64,46 milliards de FCFA mobilisés auprès des partenaires multilatéraux ;
  - ✓ 7,82 milliards de FCFA auprès des créanciers bilatéraux.

Les tirages se répartissent à fin 2024 entre les créanciers multilatéraux (133,62 milliards de FCFA, soit 87,38%) et bilatéraux (19,30 milliards de FCFA, soit 12,62%). Ces tirages ont connu une diminution de 28,62% par rapport à leur niveau de 2023. Ils ont cependant connu une augmentation substantielle par rapport à leur niveau de 2020 (75,66 milliards de FCFA).

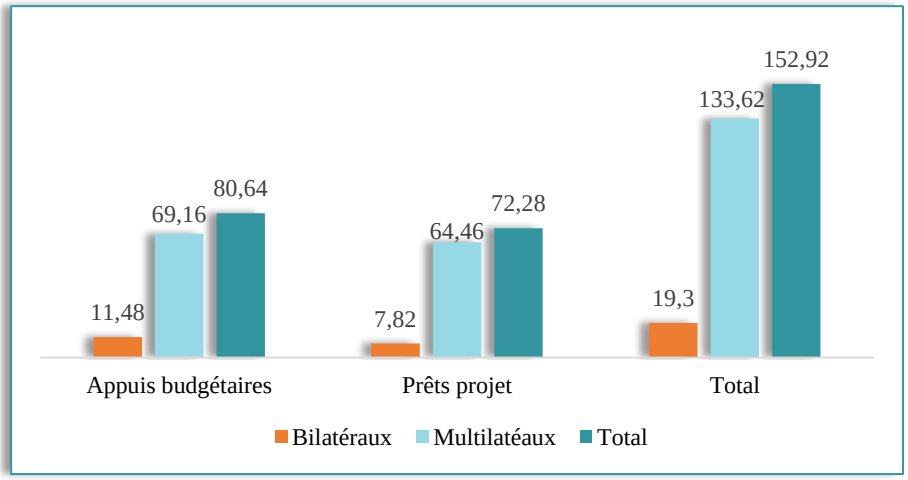
Tableau 7: Evolution des décaissements en milliards de FCFA par type de créanciers de 2020 à 2024

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024
Créanciers extérieurs	75,66	119,06	262,82	214,24	152,92
Multilatéraux	59,53	89,34	231,43	196,00	133,62
Bilatéraux	16,14	29,71	31,39	18,23	19,30
Créanciers intérieurs	624,75	903,04	973,13	1 071,68	1 154,35
Marché des titres	421,75	778,58	973,13	1 071,68	1 154,35
Dette bancaire	203,00	124,46	0,00	0,00	0,00
Total	**700,41**	**1 022,09**	**1 235,95**	**1 285,92**	**1 307,27**

Source: CCA

En 2024, les décaissements au titre de la dette intérieure proviennent intégralement du marché des titres publics et accusent une légère baisse par rapport à leur niveau de 2023 (1 071,68 milliards de FCFA).

Graphique 12: Répartition des décaissements en milliards de FCFA de la dette extérieure à fin décembre 2024



Source : CCA

VI. Nouveaux engagements au titre de l'année 2024

Au terme de l'exercice 2024, les nouveaux engagements de financement se sont caractérisés par les opérations suivantes :

- L'Association Internationale de Développement (IDA), guichet concessionnel du Groupe de la Banque Mondiale, a consenti un prêt d'un montant de 54,9 millions d'euros. Ce concours financier est spécifiquement alloué au secteur de l'éducation, s'inscrivant dans le cadre d'un programme visant à l'amélioration du capital humain à travers la transformation du système éducatif. Ce volume de financement témoigne de l'engagement du Gouvernement à poursuivre ses efforts de réformes structurelles entrepris dans ce domaine prioritaire ;
- La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) a accordé le volume de financement le plus significatif parmi les nouveaux engagements, s'élevant à 92,8 millions de dollars américains. Ces ressources sont destinées au financement du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL), soulignant l'importance stratégique des investissements dans le renforcement et la modernisation de l'infrastructure énergétique nationale.

Tableau 8: Point des nouveaux engagements au titre de la dette extérieure publique par devise en 2024

Bailleurs	Montant en devises	Devises	Montants estimés en milliards de FCFA	Objet du Prêt
IDA	54 900 000	EUR	36 012	Programme de transformation du secteur de l'éducation pour de meilleurs résultats (TRESOR)
BIRD	92 800 000	USD	58 464	Projet d'amélioration des services d'électricité (PASEL)
Total			**94 476**	

Source : CCA

VII. Soldes engagés non encore décaissés

A fin décembre 2024, les soldes engagés non encore décaissés (SEND'S) se sont établis à 525,96 milliards de FCFA et concernent uniquement les créanciers multilatéraux et bilatéraux.

Tableau 9: Situation des SEND'S en milliards de FCFA au 31 décembre 2024

RUBRIQUES	SEND'S
Multilatéraux	**341,91**
AID	89,32
BIRD	59,59
BAD	57,84
FAD	10,54
BADEA	6,02
BDEAC	115,53
FIDA	3,07
FMI	0
Bilatéraux	**184,05**
AFD	75,20
EXIMBANK CHINA	98,11
EXIMBANK INDIA	10,74
TOTAL	**525,96**

Source : CCA

S'agissant de la FEC conclue avec le FMI, il n'y a pas de disponible parce que les décaissements sont soumis à la réalisation effective des déclencheurs et repères du programme, confirmée par une revue concluante.

VIII. Analyse du portefeuille de la dette publique

Les coûts et risques analysés dans le présent rapport reflètent la situation du portefeuille au 31 décembre 2024. Il convient de préciser que l'analyse du portefeuille est réalisée sur le stock de la dette hors arriérés.

Tableau 10: Indicateurs de coût et risque

Indicateurs de coût et risque		Dette extérieure	Dette domestique	Dette totale
Montant (en millions de XAF)		2 862 736	4 547 173	7 409 908
Montant (en millions d'USD)		4 536	7 205	11 740
Dette nominale en pourcentage du PIB		31,0	49,2	80,13
Valeur actuelle en pourcentage du PIB		25,7	49,3	75,0
Coût de la dette	Intérêts en pourcentage du PIB	0,8	2,6	3,4
	Taux d'intérêt, moyen pondéré (%)	2,6	5,3	4,3
Risque de financement	Durée moyenne de vie du portefeuille (années)	8,0	5,4	6,4
	Part de la dette arrivant à maturité dans 1 an (en % du total)	8,0	26,5	19,2
	Part de la dette arrivant à maturité dans 1 an (en % du PIB)	2,5	13,0	15,5
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	6,3	5,4	5,8
	Part de la dette dont le taux doit être refixé dans un an (% du total)	27,3	26,5	26,8
	Part de la dette à taux fixe y compris les BTA (% du total)	79,5	100,0	92,0
	Bons (% du total)		13,7	8,3
Risque de taux de change	Part de la dette en devises (en pourcentage de la dette totale)			38,6
	Part de la Dette en devises (en pourcentage des réserves)			39,9

Source : CCA

L'analyse des indicateurs clés se profile de la manière suivante :

8.1. Coût du portefeuille de la dette publique

8.1.1. Intérêts payés en pourcentage du PIB

Cet indicateur s'établit comme suit :

- Dette extérieure : 0,8 % du PIB ;
- Dette intérieure : 2,6 % du PIB ;
- Dette totale : 3,4 % du PIB

Cet indicateur exprime la charge réelle des intérêts supportée par l'Etat. En 2024, l'État a consacré 3,4 % de la richesse nationale produite (PIB) au paiement des intérêts de la dette. La part élevée de la dette intérieure (2,6 %) montre une pression significative sur la trésorerie, alors que la charge liée à la dette extérieure reste modérée (0,8 %), en raison de conditions concessionnelles.

© Caisse Congolaise d'Amortissement

8.1.2. Taux d'intérêt moyen pondéré (coût moyen pondéré)

Cet indicateur se présente de la manière suivante :

- Dette extérieure : 2,6 % ;
- Dette intérieure : 5,3 % ;
- Dette totale : 4,3 %.

Le taux moyen pondéré reflète le coût financier global du portefeuille, pondéré selon la part de chaque catégorie de dette. Il atteint 4,3 % en 2024, traduisant un niveau de charge élevé, principalement tiré par :

- le coût important de la dette intérieure (5,3 %), lié à l'émission d'instruments à court terme à taux élevés sur le marché domestique ;
- en dépit du coût modéré de la dette extérieure (2,6 %), grâce au recours aux financements multilatéraux et bilatéraux à taux concessionnels.

8.2. Risques du portefeuille

8.2.1. Risque de refinancement

L'analyse des échéances du portefeuille de la dette publique révèle une vulnérabilité remarquable liée au risque de refinancement, particulièrement sur le compartiment dette domestique.

En effet, 26,5 % de l'encours de la dette intérieure, représentant environ 13 % du PIB, arrive à maturité dans les douze mois. Cette concentration élevée des remboursements à court terme expose le pays à des tensions de trésorerie, à une dépendance aux conditions du marché intérieur et au risque de prorogation élevé. Ainsi, un effort devrait être consenti pour la mobilisation d'instruments à moyen et long terme au détriment de ceux à court terme.

À l'inverse, la dette extérieure présente un profil plus étalé, avec seulement 8 % de son encours, soit 2,5 % du PIB, exigible sur douze mois.

Au niveau global, 19,2 % de l'encours total de la dette publique, soit 15,5 % du PIB, doit être refinancé au cours de l'année suivante.

Cependant, la durée moyenne de vie de la dette extérieure atteint 8 ans, ce qui traduit un bon étalement des échéances et un niveau de risque contenu.

La dette intérieure affiche une durée moyenne de vie de 5,4 ans. Cette durée moyenne, plus courte, traduit une plus grande vulnérabilité aux risques de refinancement et de variation des taux d'intérêt.

La durée moyenne de vie du portefeuille global est de 6,4 ans, un niveau acceptable, mais qui cache un déséquilibre entre les deux segments, appelant une gestion plus active de la maturité de la dette intérieure.

8.2.2. Risque de taux d'intérêt

À fin décembre 2024, le portefeuille de la dette publique est composé à 92 % d'instruments à taux fixe dont 79,5 % de la dette extérieure et 100 % de la dette intérieure, incluant les BTA, contre seulement 8% à taux variable. Dans ce contexte, le risque de taux d'intérêt ne constitue pas un risque majeur.

© Caisse Congolaise d'Amortissement

8.2.3. Risque de taux de change

La part de la dette libellée en devises étrangères représente 38,6 % du portefeuille total, traduisant une exposition remarquable au risque de change. Par ailleurs, la dette en devises équivaut à 39,9 % des réserves de change, ce qui limite la capacité de couverture externe en cas de chocs.

Cette situation révèle la nécessité de prendre des mesures de gestion proactive de la dette, notamment :

- le renforcement des réserves de change ;
- une orientation progressive vers des emprunts en monnaie locale.

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Annexes

Tableau 11: Evolution de la structure du stock de la dette publique de 2020 à 2024

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024				
					Enc. hors arriérés	Arriérés			Stock dette
						Principal	Intérêts	Total	
Dette extérieure	**3 767,42**	**4 116,56**	**3 840,08**	**3 479,77**	**3 001,16**	**145,04**	**210,37**	**355,41**	**3 356,57**
Dette multilatérale	456,17	550,29	781,46	944,44	1 071,48	4,12	3,43	7,54	1 079,02
Dette bilatérale	1 582,61	1 809,04	1 758,35	1 595,75	1 418,39	52,75	57,78	110,53	1 528,92
dont Club de Paris	0,00	273,94	280,52	293,56	266,05	19,93	3,28	23,22	289,26
dont Chine	1 118,17	1 262,04	1 222,26	1 060,93	996,97	0,00	0,00	0,00	996,97
Sociétés financières	1 500,40	1 361,61	1 074,61	713,93	511,28	8,46	3,21	11,68	522,96
dont Club de Londres	144,39	139,62	140,16	118,89	100,27	8,46	3,22	11,68	111,95
dont Traders	1 045,87	883,67	625,18	336,43	142,01	0,00	0,00	0,00	142,01
Divers créanciers non assurés	228,24	395,62	225,66	225,65	0,00	79,72	145,94	225,66	225,66
Dette intérieure	**2 828,71**	**4 014,01**	**4 309,47**	**5 036,59**	**4 413,62**	**765,59**	**0,00**	**765,59**	**5 179,21**
Dette du marché	588,61	1 162,08	1 506,48	2 385,88	2 698,78	0,00	0,00	0,00	2 698,78
dont OTA et BTA	492,46	1 000,77	1 393,25	2 272,65	2 623,29	0,00	0,00	0,00	2 623,29
Dette bancaire	775,00	991,87	1 100,47	776,87	735,50	0,00	0,00	0,00	735,50
Arriérés budgétaires	1 358,40	1 908,13	1 702,52	1 873,83	979,34	765,59	0,00	765,59	1 744,93
dont Dette sociale	402,97	691,43	596,73	842,78	227,58	554,59	0,00	554,59	782,17
Dette totale	**6 596,13**	**8 130,56**	**8 149,55**	**8 516,36**	**7 414,78**	**910,63**	**210,37**	**1 121,00**	**8 535,77**

Source: CCA

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Tableau 12: Situation de la dette publique du Congo au 31 décembre 2024

SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE DU CONGO AU 31 DECEMBRE 2024

en millions FCFA

DESIGNATION	Encours Hors Arriérés au 2023-12-31	Stock d'arriérés au 2023-12-31	Encours Total au 2023-12-31	Variation de change et corrections Encours	Variation de change et corrections Arriérés	ENCOURS TOTAL APRES AJUSTEMENT	TRAITEMENT DU STOCK DES ARRIERES Annul.attendue	Réechel.	Paiements	Variations de Change	Réechel Attendu	Arriérés fin 31/12/2023 au 31/12/2024	SERVICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024 Service Brut	Variations corrections	Service Net	Annul. Attendue	Réechel.	Paiements	Variation de Change	Réechel. Attendu	Arriérés	STOCK ARRIERES au 31/12/2024	Décaissements du 01/01/2024 2024-10-31	Encours hors arriérés au 31/12/2024	Encours Total au 31/12/2024
	1	2	3=1+2	4	5	6=(3+4+5)	7	8	9	10=2+5-7-8-9-12	11	12	13	14	15=13+14	16	17	18	19=15-16-17-18-21	20	21=1+2+5-16-17-1	22=12+20	23	24=1+4+8+15+17+	25=22+24
I- DETTE EXTERIEURE																									
1 DETTE BILATERALE	1 523 221	73 591	1 596 812	24 233	1 728	1 622 773	0	0	2 725	-5 205	0	77 801	215 138	34 910	250 048	3 437	0	213 094	785	0	32 713	110 532	19 297	1 418 392	1 528 923
Principal		23 396			1 425		0	0	1 655	-1 417	0	24 583	185 285	-4 727	180 558	3 437	0	147 383	1 570	0	28 168	52 750			
Intérêts		50 196			303		0	0	1 070	-3 788	0	53 218	29 853	39 637	69 490	0	0	65 711	-784	0	4 545	57 782			
I- CLUB DE PARIS	294 623	0	294 623	-36 433	0	258 190	0	0	0	0	0	0	46 275	2 786	49 061	0	0	25 910	-66	0	23 198	23 218	15 651	266 047	289 264
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	40 241	-251	39 990	0	0	20 101	-46	0	19 934	19 934			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	6 034	3 037	9 072	0	0	5 809	-21	0	3 264	3 283			
II- NON CLUB DE PARIS	1 228 598	73 591	1 302 189	60 666	1 728	1 364 583	0	0	2 725	-5 205	0	77 800	168 863	32 124	200 987	3 437	0	187 183	852	0	9 515	87 314	3 646	1 152 345	1 239 659
Principal		23 395			1 425		0	0	1 655	-1 417	0	24 582	145 044	-4 476	140 568	3 437	0	127 282	1 615	0	8 234	32 816			
Intérêts		50 196			303		0	0	1 070	-3 788	0	53 218	23 819	36 600	60 419	0	0	59 901	-763	0	1 281	54 498			
Dont CHINE	*1 060 931*	*0*	*1 060 931*	*55 226*	*0*	*1 116 157*	*0*	*0*	*0*	*-1*	*0*	*0*	*143 993*	*32 110*	*176 103*	*3 437*	*0*	*171 672*	*994*	*0*	*0*	*0*	*0*	*996 967*	*996 967*
Principal		*0*			*0*		*0*	*0*	*0*	*-1*	*0*	*0*	*123 995*	*-4 801*	*119 193*	*3 437*	*0*	*114 133*	*1 624*	*0*	*0*	*0*			
Intérêts		*0*			*0*		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 998*	*36 911*	*56 909*	*0*	*0*	*57 540*	*-630*	*0*	*0*	*0*			
II- DETTE MULTILATERALE	944 446	0	944 446	21 096	0	965 542	0	0	0	0	0	0	39 883	17 459	57 341	0	0	50 047	-248	0	7 542	7 542	133 624	1 071 482	1 079 025
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	26 208	1 478	27 687	0	0	23 643	-71	0	4 114	4 115			
Intérêts		0		-2 724	0	80 525	0	0	0	0	0	0	13 674	15 980	29 654	0	0	26 404	-178	0	3 428	3 427			
III- DETTE COMMERCIALE	713 928	225 658	939 586	141 673	0	1 081 259	0	0	0	-2	0	225 658	29 272	159 308	408 141	0	0	361 196	3 390	31 878	11 678	237 335	0	511 285	748 620
Principal		79 715			0		0	0	0	0	0	79 715	22 641	143 209	376 239	0	0	333 714	3 331	30 732	8 462	88 177			
Intérêts		145 943			0		0	0	0	-2	0	145 943	6 631	16 099	31 902	0	0	27 482	59	1 145	3 216	149 158			
III-1 CLUB DE LONDRES	118 888	0	118 888	-1 811	0	117 077	0	0	0	0	0	0	22 935	508	23 442	0	0	11 733	32	0	11 678	11 678	0	100 271	111 948
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	16 441	365	16 806	0	0	8 321	23	0	8 462	8 462			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	6 494	143	6 637	0	0	3 412	9	0	3 216	3 216			
III-2 AFREXM BANK	6 185	0	6 185	21	0	6 206	0	0	0	0	0	0	6 338	702	7 040	0	0	7 133	-94	0	0	0	0	0	0
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	6 201	22	6 222	0	0	6 305	-83	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	137	680	817	0	0	828	-11	0	0	0			
III-3 DETTE TRADERS	336 427	0	336 427	128 062	0	464 488	0	0	0	-2	0	0	188 637	157 145	345 781	0	0	342 330	3 451	0	0	0	0	142 012	142 011
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	180 567	141 911	322 478	0	0	319 088	3 391	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	-2	0	0	8 070	15 233	23 303	0	0	23 242	61	0	0	0			
III-4 SOCIETE CHINOISE	252 427	0	252 427	15 401	0	267 828	0	0	0	0	0	0	31 196	954	31 878	0	0	0	0	31 878	0	0	0	269 002	269 003
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	30 065	910	30 732	0	0	0	0	30 732	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	1 131	43	1 145	0	0	0	0	1 145	0	0			
IV-5 DIVERS CREANCIERS (n	1	225 658	225 659	0	0	225 659	0	0	0	0	0	225 658	0	0	0	0	0	0	0	0	0	225 658	0	0	225 658
Principal		79 715			0		0	0	0	0	0	79 715	0	0	0	0	0	0	0	0	0	79 715			
Intérêts		145 943			0		0	0	0	0	0	145 943	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145 943			
TOTAL DETTE EXTERIEURE	3 181 595	299 249	3 480 844	187 002	1 728	3 669 574	0	0	2 725	-5 208	0	303 458	284 293	211 676	715 530	3 437	0	624 337	3 927	31 878	51 932	355 409	152 921	3 001 158	3 356 568
Principal		103 111			1 425		0	0	1 655	-1 416	0	104 297	234 135	139 960	584 484	3 437	0	504 740	4 830	30 732	40 744	145 042			
Intérêts		196 138			303		0	0	1 070	-3 791	0	199 161	50 159	71 716	131 047	0	0	119 597	-903	1 145	11 188	210 367			
II- DETTE INTERIEURE	3 792 790	1 243 854	5 036 643	208 950	25 254	5 270 847	259 644	353 935	109 085	0	0	765 587	1 413 433	0	1 413 433	0	0	1 413 433	0	0	0	765 587	1 154 351	4 413 621	5 179 208
Principal		1 243 854			16 662		259 644	353 935	100 493	0	0	765 587	1 221 488	0	1 221 488	0	0	1 221 488	0	0	0	765 587			
Intérêts		0			8 592		0	0	8 592	0	0	0	191 945	0	191 945	0	0	191 945	0	0	0	0			
TOTAL GENERAL (I+II)	6 974 385	1 543 103	8 517 488	395 952	26 982	8 940 422	259 644	353 935	111 810	-5 208	0	1 069 045	1 697 727	211 676	2 128 964	3 437	0	2 037 770	3 927	31 878	51 933	1 120 996	1 307 272	7 414 779	8 535 775
Principal		1 346 965			18 087		259 644	353 935	102 149	-1 416	0	869 884	1 455 623	139 960	1 805 972	3 437	0	1 726 228	4 830	30 732	40 744	910 629			
Intérêts		196 138			8 895		0	0	9 662	-3 791	0	199 161	242 104	71 716	322 992	0	0	311 542	-903	1 145	11 188	210 367			

COURS 26/12/2023

EUR	655,9570
XAF	1,0000
USD	595,2636
SDR	798,6470
FUA	798,6470
CNY	83,3028
AED	162,4273
KWD	1940,1926
SAR	159,0696

[Recap Général]Date Edition :2025-06-16Version : 2000 Heure :00:28

COURS 23/12/2024

EUR	655,9570
XAF	1,0000
USD	631,1548
SDR	802,6971
FUA	802,6971
CNY	87,9424
AED	171,8593
KWD	2049,5380
SAR	167,3296

Source : CCA

CAISSE CONGOLAISE D'AMORTISSEMENT
Adresse : Avenue Cardinal Emile Biayenda
Centre-ville, Brazzaville
BP : 2090
Tél : +242 06 485 14 08 / 05 555 65 12
E-mail : caissecca@gmail.com